



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/CONF.189/PC.2/17
26 février 2001

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

CONFÉRENCE MONDIALE CONTRE LE RACISME, LA DISCRIMINATION RACIALE, LA XÉNOPHOBIE ET L'INTOLÉRANCE QUI Y EST ASSOCIÉE

Comité préparatoire
Deuxième session
Genève, 21 mai - 1er juin 2001
Point 6 de l'ordre du jour provisoire

EXAMEN DES RAPPORTS, ÉTUDES ET DOCUMENTS DIVERS À ÉTABLIR POUR LE COMITÉ PRÉPARATOIRE ET LA CONFÉRENCE

Contribution du Comité contre la torture à la préparation de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée

Note du Secrétaire général

1. Dans sa résolution 2000/14 du 17 avril 2000, la Commission des droits de l'homme a invité les organes et les mécanismes des Nations Unies traitant de la question du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, à participer activement au processus préparatoire de la Conférence mondiale (par. 66). À sa cinquante-quatrième session, l'Assemblée générale a également prié les mécanismes de défense des droits de l'homme d'apporter leur concours au Comité préparatoire, d'effectuer des études, d'adresser au Comité préparatoire, par l'intermédiaire du Secrétaire général, des recommandations concernant la Conférence mondiale et ses préparatifs et de participer activement aux travaux de la Conférence (résolution 54/154, par. 37). En conséquence, le présent document contient la contribution reçue du Comité contre la torture.

Annexe

Le Comité contre la torture,

Rappelant que l'article premier de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants stipule, dans sa définition de la torture, que la discrimination est une des fins prohibées d'un acte de torture. La Convention dispose que :

"le terme 'torture' désigne tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées à une personne ... pour tout autre motif fondé sur une forme de discrimination quelle qu'elle soit, lorsqu'une telle douleur ou de telles souffrances sont infligées par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite."

Rappelant que durant son examen des rapports des États parties sur le respect des dispositions de la Convention, le Comité contre la torture s'est à maintes reprises déclaré préoccupé par le recours à la torture et à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants à l'encontre de groupes vulnérables, y compris des minorités nationales et ethniques, des demandeurs d'asile, des réfugiés et des non-citoyens, et qu'il a aussi reçu des informations et posé des questions au sujet d'allégations faisant état de nombreuses formes connexes de discrimination, de xénophobie, et d'intolérance qui y est associée fondées sur la race, la religion, la langue, l'appartenance à une minorité ou à une ethnie, ou le sexe, l'âge, l'incapacité, l'orientation sexuelle, la citoyenneté ou toute autre situation,

Constatant avec regret que la discrimination sous quelque forme que ce soit peut créer un climat dans lequel la torture et les mauvais traitements à l'encontre de "l'autre" groupe soumis à l'intolérance et à un traitement discriminatoire peuvent être plus facilement acceptés et que la discrimination compromet la réalisation de l'égalité de tous devant la loi,

Soulignant que la Conférence mondiale, qui doit se tenir à Durban (Afrique du Sud) en septembre 2001, examinera le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et d'autres problèmes associés qui peuvent faire obstacle à la réalisation des droits consacrés dans des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris la Convention contre la torture,

Invite tous les États à ériger le crime de torture, tel qu'il est défini à l'article premier de la Convention en infraction spécifique dans leur législation pénale interne;

Recommande que tous les États ratifient la Convention contre la torture, qui est aujourd'hui le texte qui a été le moins ratifié parmi les six principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme; en outre, il demande instamment à tous les États de s'employer à mettre en place le cadre internationalement reconnu et juridiquement obligatoire nécessaire pour combattre et prévenir la discrimination qui est défini dans les six principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme en facilitant la ratification universelle de ces textes;

Recommande que les États prennent toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que les agents de la fonction publique, y compris les agents des forces de l'ordre, n'appliquent pas de pratiques discriminatoires et ne manifestent pas du mépris, de la haine raciale ou de la xénophobie qui peuvent les conduire à commettre des actes assimilables à la torture ou à des mauvais traitements à l'encontre de groupes vulnérables, en particulier des minorités ethniques, raciales, religieuses, linguistiques ou nationales, des demandeurs d'asile ou des réfugiés, ou sur la base de toute autre situation;

Souligne qu'aux termes de l'article 10 de la Convention, tout État partie "veille à ce que l'enseignement et l'information concernant l'interdiction de la torture fassent partie intégrante de la formation du personnel civil ou militaire chargé de l'application des lois, du personnel médical, des agents de la fonction publique et des autres personnes qui peuvent intervenir dans la garde, l'interrogatoire ou le traitement de tout individu arrêté, détenu ou emprisonné de quelque façon que ce soit"; ces mesures éducatives devraient explicitement traiter des incidences du quatrième but énoncé dans la définition de la torture ("forme de discrimination quelle qu'elle soit") qui figure à l'article premier de la Convention contre la torture; ces activités éducatives devraient non seulement aider à prévenir la torture dans le système de justice pénale, mais également contribuer à faire disparaître l'intolérance au sein de l'opinion publique en général dans le cadre des efforts associés à la Conférence mondiale;

Souligne l'importance vitale de disposer de procédures transparentes et officielles efficaces propres à permettre à des personnes de déposer des plaintes au sujet de mauvais traitements et de tortures infligés pour des raisons de discrimination, d'un accès inégal à la justice et d'autres problèmes connexes; il est indispensable que les États parties veillent à ce que toutes les victimes présumées aient accès aux informations, à l'assistance et à l'aide juridique nécessaire, s'il y a lieu; les institutions qui permettent d'utiliser plus facilement de telles procédures de recours sont notamment les tribunaux, un ombudsman, une commission nationale des droits de l'homme ou un autre organe de même nature; il conviendrait d'étudier la manière dont ces institutions traitent de l'élément de discrimination lorsqu'elles examinent les allégations faisant état de torture ou de mauvais traitements pour déterminer s'il est nécessaire d'améliorer l'efficacité de ces mécanismes;

Rappelle qu'un élément essentiel de l'éradication du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie, et de l'intolérance qui y est associée est de lever les obstacles à l'impunité; selon la Convention, les États sont tenus de traduire en justice les responsables des actes de torture et de mauvais traitements, qu'ils soient commis contre une seule personne ou un groupe de population en général;

Note que, pour ce qui concerne les non-citoyens et les demandeurs d'asile, les États parties doivent veiller à ce que le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie ou l'intolérance qui y est associée ne donnent pas lieu à des décisions d'expulsion vers un autre État où il y a des motifs sérieux de croire que la personne expulsée risque réellement d'être soumise à la torture; les États devraient accorder une attention particulière au risque réel de torture auquel peut être exposée cette personne en raison de son appartenance à un groupe soumis à un traitement discriminatoire dans un autre État vers lequel elle peut être renvoyée;

Souligne que la Conférence mondiale offre l'occasion aux États et aux représentants de la société civile et d'organisations non gouvernementales qui s'occupent des droits de l'homme de réfléchir sur les moyens de s'attaquer plus efficacement aux grands problèmes qui se posent au sujet de la discrimination raciale et de l'intolérance qui y est associée et de fixer une série d'objectifs qu'ils doivent chercher à atteindre à la fois sur le plan national et international; en consacrant une attention aux effets du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée et mettant l'accent sur les méthodes appropriées de prévention et de réparation, la Conférence mondiale contribuera dans une large mesure aux efforts nationaux et internationaux qui sont actuellement déployés en vue de la suppression de la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.
